

*Pôle Stratégie, Médias et
Communication*

Hôtel de Matignon, le 29 octobre 2013

**Déclaration de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre
à l'issue de la réunion avec les élus Bretons
Hôtel de Matignon, mardi 29 octobre 2013**

Mesdames, Messieurs,

J'ai réuni ce matin les élus de Bretagne en présence de plusieurs membres du gouvernement, ceux qui sont ici et d'autres qui ont dû repartir pour leurs obligations, Bernard CAZENEUVE, ministre du Budget, ainsi que Jean-Yves LE DRIAN et Marylise LEBRANCHU.

Cette réunion réunissait la plupart des parlementaires socialistes, écologistes, ainsi qu'un député de l'UDI. D'autres ont souhaité ne pas venir dialoguer : c'est leur responsabilité. C'est une réunion exceptionnelle que de réunir les parlementaires et les élus de la région, des départements, d'une seule région à Matignon, parce que la situation est exceptionnelle.

La Bretagne est une région dynamique qui dispose d'immenses atouts mais qui traverse aujourd'hui une crise, en particulier dans le secteur de l'agroalimentaire. Dès le début mon gouvernement s'est mobilisé et a pris l'initiative. Je pense à la situation que nous avons trouvée avec le groupe Doux, le groupe industriel de l'agroalimentaire bien connu, mais aussi avec le groupe Gad.

Notre responsabilité, ma responsabilité, c'est d'aider la région à surmonter ses difficultés. C'est pourquoi le 12 septembre dernier à l'occasion du salon de l'agroalimentaire, le SPACE à Rennes, j'ai annoncé un plan agroalimentaire pour la Bretagne. J'ai également annoncé des mesures d'urgence et des moyens financiers immédiatement disponibles, en particulier pour les salariés concernés et les entreprises les plus touchées. Je comprends la souffrance des salariés, et en particulier ceux des abattoirs qui ont vu leur emploi disparaître. Je comprends leurs angoisses, je comprends leurs colères, mais j'entends aussi leurs espoirs parce que ce sont des gens courageux. Tout doit être fait pour les aider. Tous les moyens de l'Etat vont être mobilisés pour leur venir en aide, préserver l'emploi, et redonner des perspectives économiques nouvelles là où l'emploi a été supprimé.

Le 16 octobre dernier, à l'occasion d'une réunion de plusieurs membres du gouvernement, j'ai proposé une deuxième étape dans la mobilisation pour la Bretagne car il faut aller au-delà de la crise et de la mutation d'un secteur qui est celui de l'agroalimentaire et de donner à la région qui en a toutes les capacités les moyens de rebondir.

C'est le sens du pacte d'avenir pour la Bretagne que j'ai proposé le 16 octobre. Nous nous sommes engagés dans des priorités précises pour moderniser l'appareil productif régional. Un contrat de plan Etat-régions anticipé a été annoncé et le préfet de région a lancé immédiatement la concertation qui doit associer à la fois l'Etat, la région, les départements, les villes, grandes et moyennes, mais aussi les forces économiques et sociales de la région.

Tous les acteurs doivent se réunir, se mobiliser pour travailler ensemble car rien ne sera possible si tous les partenaires ne se mettent pas autour de la table avec l'Etat, les collectivités locales, les forces économiques et sociales.

Force est de constater que ce travail collectif, qui a fait la force de la Bretagne depuis tant d'années, est aujourd'hui bloqué. Bloqué par un sujet, un seul sujet : l'écotaxe.

Ce projet voté en 2009, conçu par l'ancienne majorité et préparé par l'ancien gouvernement, focalise aujourd'hui tous les mécontentements. Chacun sait que l'écotaxe n'est pas la cause de l'agroalimentaire et de sa crise. Elle n'est pas encore entrée en vigueur ! Elle ne peut donc pas en être la cause. Mais elle soulève des questions de mise en œuvre qui n'ont pas été anticipées par le gouvernement précédent.

Mesdames, Messieurs, l'honneur de la politique, c'est d'assumer ses responsabilités. Chacun doit en prendre sa part. Ceux qui hier l'ont votée, ceux qui hier l'ont conçue, et nous-mêmes, qui devons aujourd'hui la mettre en œuvre.

Nous en avons déjà, avec le ministre des Transports, corrigé certains effets négatifs, mais ce n'est à l'évidence pas suffisant. Et j'ai la conviction qu'il n'y aura pas d'issue à la situation en Bretagne tant que les conditions du dialogue ne seront pas à nouveau réunies. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. La confrontation doit céder la place au dialogue, et je le dis dans l'intérêt de la Bretagne et du pays tout entier. Le gouvernement y est prêt, et chacun doit aujourd'hui prendre ses responsabilités et se rendre disponible pour discuter, débattre, bâtir ensemble.

C'est toujours ainsi que la Bretagne s'en est sortie. C'est toujours ainsi qu'elle a su avancer, en se mobilisant, au-delà des sensibilités politiques, en se rassemblant sur un projet.

Le courage, Mesdames, Messieurs, ce n'est pas l'obstination. Le courage, c'est d'écouter, c'est de comprendre. Le courage, c'est de rechercher la solution, de la chercher ensemble, et d'éviter l'engrenage de la violence. Le courage, c'est de créer les conditions d'un dialogue sincère.

C'est pourquoi j'ai décidé la suspension de la mise en œuvre de l'écotaxe pour nous donner le temps nécessaire d'un dialogue au niveau national et régional.

Suspension n'est pas suppression, et ce dialogue aura pour objectif d'améliorer les dispositions propres à la filière agricole et agroalimentaire, mais aussi celle relative aux régions les plus périphériques, et, bien entendu, la Bretagne.

Stéphane LE FOLL, Frédéric CUVILLIER et Guillaume GAROT m'ont fait des propositions. Je les retiens. Elles concernent des mesures spécifiques : l'exonération des poids-lourds utilisés par l'agriculture et la pêche partout en France. Elles concernent également les régions périphériques comme la Bretagne.

Les solutions retenues devront être justes. Elles devront être équilibrées au plan national et tous secteurs confondus. Elles devront tenir compte des entreprises du transport routier, dont l'activité doit s'inscrire dans un cadre de concurrence loyale, et dont nous avons entendu les demandes des organisations professionnelles. Nous prendrons le temps nécessaire.

L'écotaxe doit être corrigée, mais elle est utile aussi au financement de nos infrastructures de transport, qu'elles soient routières ou ferroviaires.

Pour y parvenir, il n'y a qu'un moyen, c'est le dialogue. Et chacun doit être conscient que sa responsabilité, c'est d'accepter ce dialogue pour que nous trouvions ensemble des solutions adaptées et justes.

J'en appelle à tous les responsables politiques et économiques et sociaux, au-delà de leur sensibilité, parce que c'est l'intérêt général de la région et du pays qui est en jeu, à venir débattre, à venir discuter, non seulement de l'écotaxe, mais aussi du plan Bretagne, du plan agroalimentaire, du pacte d'avenir. J'ai demandé aux préfets de région d'organiser dès demain, avec tous les partenaires politiques, économiques et sociaux, la nouvelle étape de la construction d'un avenir pour la Bretagne, et aux ministres concernés d'apporter tout leur concours, mais de le faire aussi sur le terrain, ce qu'ils vont commencer dès maintenant.

Mesdames et Messieurs, je crois que face aux difficultés, ce qui est important, c'est d'être lucide sur les enjeux, de prendre ses responsabilités, de prendre aussi les décisions courageuses, de ne pas renoncer, mais d'avancer avec les Françaises et les Français, car on ne

fera pas sans eux, on ne fera pas contre eux, on fera avec eux. C'est pourquoi – encore une fois – j'en appelle à la responsabilité de chacun.

Je récuse les jeux politiques, les calculs à la petite semaine sur ces questions difficiles qui, aujourd'hui, mettent beaucoup de Français en difficulté économique et sociale. Ce que je souhaite, c'est que tout soit mis sur la table, et que, ensemble, nous trouvions la solution pour que la France réussisse et avance. Merci.